

MAITRE D'OUVRAGE :
CONSEIL SUPERIEUR DE L'ENSEIGNEMENT

MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE :
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

N° : 04/CSE/2013

Séance publique

Le Mercredi 18 Septembre 2013 à 10 heures, il sera procédé, en séance publique, dans la salle de réunion du Conseil Supérieur de l'Enseignement sis au Complexe Administratif de la Fondation Mohamed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Education Bâtiment « A2 », Avenue Allal El Fassi-Madinat Al Irfane, BP : 6535 Rabat, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix concernant **les travaux de construction du siège du Conseil Supérieur de l'Enseignement à Rabat lot n°5 : Ascenseurs.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré gratuitement à la Direction des Affaires Administratives et Financières à l'adresse précitée, il peut également être téléchargé à partir du portail du Conseil : www.cse.ma ou du portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **25.000,00 dhs (Vingt cinq mille dirhams)**

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 26 et 28 du décret n° 2.06.388 du 16 Moharrem 1428 (05 Février 2007), fixant les conditions et les formes de passations des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis à la Direction des Affaires Administratives et Financières du Conseil Supérieur de l'Enseignement à l'adresse précitée;
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 23 du décret n° 2-06.388 précité, à savoir :

1- Dossier administratif comprenant

- 1- La déclaration sur l'honneur,
- 2- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent,
- 3- Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu,
- 4- l'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière,
- 5- l'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme,
- 6- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce ;

7- En cas de groupement, une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

Les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir les pièces visés aux paragraphes 4, 5 et 6 ci-dessus délivré par les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance ou le cas échéant une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

2- Dossier technique comprenant

Pour les concurrents installés au Maroc :

Conformément aux dispositions du Décret n° 2.94.223 du 16 juin 1994 relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics et les textes le modifiant ou le complétant, il est exigé des concurrents, la production de la copie légalisée du certificat de qualification et de classification dans les secteurs, classes et qualifications suivants :

Secteur	Qualification	Classe
16	16.1	1

Pour les concurrents non installés au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :

- a- Une note indiquant les moyens humains et techniques du candidat, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé.
- b- Les attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les maîtres d'ouvrage qui en ont éventuellement bénéficié. Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, le montant, les délais et leurs dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.
- c- En outre, les concurrents non installés au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification doivent justifier avoir réalisé au cours des trois dernières années un chiffre d'affaire annuel minimum de 5.000.000 DH (Cinq millions de Dirhams) et ce, conformément au tableau de l'annexe III du règlement de consultation.

3- Dossier additif, comprenant les pièces complémentaires exigées par le dossier d'appel d'offres.

- Le CPS dûment paraphé et la dernière page sera signée et portera le cachet du soumissionnaire avec la mention manuscrite « lu et accepté »
- Le règlement de la consultation dûment paraphé et la dernière page sera signée et portera le cachet du soumissionnaire avec la mention manuscrite « lu et accepté »

4- Offre financière comprenant

- L'acte d'engagement relatif au marché des travaux, établi comme il est spécifié au § 1 a de l'article 26 du décret n° 2.06.388 précité ;

- Le bordereau des prix et détail estimatif à signer et parapher;
- Le sous détail des prix établi conformément au modèle annexé au règlement de consultation.